

## Police et justice

### Le gouvernement face à la colère des policiers

LE MONDE | 13.10.2015 à 09h49 • Mis à jour le 13.10.2015 à 10h45 | Par [Laurent Borredon](#)



Ils vont manifester sous les fenêtres de Christiane Taubira, mais ce n'est ni la garde des sceaux, ni même le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, qu'ils veulent voir : leur objectif, c'est un rendez-vous avec François Hollande. L'ensemble des syndicats de policiers, tous corps confondus – gardiens de la paix et gradés, officiers, commissaires – appellent au rassemblement devant le ministère de la justice, place Vendôme, mercredi 14 octobre, et devant les palais de justice dans le reste de la France.

Cette mobilisation unitaire, inédite depuis 2001, pourrait réunir au-delà de 5 000 fonctionnaires à Paris. Le chiffre serait important pour une profession contrainte de manifester sans faire grève.

L'ampleur attendue de ce mouvement, mais aussi surtout le lieu de la manifestation - place Vendôme - et les souvenirs qu'il ravive - en 1983, une manifestation non autorisée avait secoué le gouvernement de gauche - devaient conduire le ministre de l'intérieur à tenter, mardi, de rassurer les forces de l'ordre. M. Cazeneuve, qui doit prononcer son discours annuel devant les chefs de la police et de la gendarmerie, mardi matin, devrait se dire conscient des difficultés et promettre des mesures catégorielles (salaires, renforcement des équipements...).

- **Pourquoi cette manifestation est-elle organisée et quelles sont les demandes des policiers ?**

Le déclencheur est la fusillade lors de laquelle un policier de la brigade anticriminalité (BAC) âgé de 36 ans a été grièvement blessé, le 5 octobre, à l'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). L'auteur des coups de feu, Wilston B., 24 ans, était un détenu en fuite qui n'avait pas réintégré la prison du Réau (Seine-et-Marne) après une permission de sortie, le 27 mai.

Lire aussi : Fusillade de L'Ile-Saint-Denis : un braqueur mis en examen pour « tentative de meurtre sur un fonctionnaire de police »

Comme l'explique un haut responsable policier, « le contexte est mobilisateur : le fait en lui-même est grave, il touche les BAC, qui sont les plus exposées, et dans le 93, l'un des départements les plus difficiles. La charge symbolique est forte. Et tout le malaise remonte à la surface, même si ça n'a aucun rapport : les moyens, la réponse pénale, etc. C'est toujours le même discours depuis des années, bien sûr. Mais cette fois-ci, il y a toute la fatigue accumulée depuis janvier ».

La réponse gouvernementale à la fusillade de l'Ile-Saint-Denis n'a fait qu'aggraver l'ire des policiers. La proposition de Christiane Taubira d'imposer une escorte pour certains détenus, c'est-à-dire de créer une charge supplémentaire pour les forces de l'ordre, est rejetée en bloc.

« *C'est une annonce alambiquée, infaisable, à côté de la plaque. On attendait autre chose* », déplore Philippe Capon (UNSA-Police). « *Le gouvernement réagit de manière parcellaire, une fois de plus, alors qu'il faut un plan global* », dénonce Jean-Claude Delage (Alliance-Police nationale, premier syndicat chez les gardiens de la paix).

Lire aussi : Christiane Taubira veut réformer les sorties de détenus

Les responsables syndicaux doivent encore préciser leurs revendications communes dans la foulée de la manifestation. « *C'est un mouvement particulier, parce que né de l'émotion. Mais il ne s'agit pas de mettre la pression une fois et puis de ne plus en parler, il faut trouver un espace de négociation* », ajoute Nicolas Comte, secrétaire général adjoint d'Unité-SGP-Police (deuxième chez les gardiens de la paix).

Tous reconnaissent l'effort du gouvernement sur les moyens et les effectifs depuis 2012. L'accent devrait donc porter sur la demande d'une réforme pénale. « *Nous voulons une procédure pénale efficace, avec une phase policière simplifiée* », explique Céline Berthon, du Syndicat des commissaires.

- **Qui appelle à la manifestation ?**

Si l'ensemble des syndicats appellent à des rassemblements, c'est le syndicat Unité-SGP qui est à l'origine de la manifestation, annoncée dès le jeudi 8 octobre. L'organisation, qui a perdu sa première place aux élections professionnelles de décembre 2014 au profit d'Alliance (proche de la droite), joue ici sa renaissance.

Essorée par des années de crise interne, identifiée au suivisme des politiques menées par Manuel Valls puis Bernard Cazeneuve Place Beauvau, elle s'est dotée d'une nouvelle équipe de direction début septembre.

- **Pourquoi avoir choisi d'aller manifester place Vendôme ?**

Le syndicat Unité-SGP assume le choix d'un lieu symbolique, mais risqué. « *Nous avons prévu un gros service d'ordre* », assure M. Comte. Les organisateurs assurent qu'ils seront vigilants face aux tentatives d'infiltration politique ou face aux slogans déplacés.

En 1983, une manifestation non autorisée place Vendôme menée par des syndicats proches de la droite et de l'extrême droite avait secoué le ministère de l'intérieur. Les fonctionnaires, qui protestaient après la mort de deux des leurs dans un affrontement avec Action directe, avaient défilé au cri de « *Badinter, assassin !* ».

Les leaders avaient été sanctionnés, le directeur de la police remplacé, mais les occupants de la Place Beauvau, Gaston Defferre et son secrétaire d'Etat Joseph Franceschi, ne s'en étaient jamais remis politiquement.

Depuis jeudi, la préfecture de police et la direction générale de la police nationale ont tenté, en vain, de convaincre les organisateurs de changer de lieu. La marge de manœuvre des autorités est inexistante. Interdire la manifestation, c'est laisser la place aux « coordinations » et autres mouvements « spontanés » organisés grâce à des chaînes de SMS ou Facebook et souvent noyautés, dans un passé récent, par des personnalités proches de l'extrême droite.

Une ultime tentative de négocier une modification de parcours contre une entrevue avec Manuel Valls à Matignon a échoué : c'est bien l'Elysée qui est dans le viseur des syndicats. Une rencontre avec François Hollande avait été promise après les attentats des 7 et 9 janvier, sans suites.

- **Pourquoi les syndicats de policiers en appellent-ils directement à M. Hollande ?**

Si la défiance envers la garde des sceaux n'est pas une surprise – « *nous ne voulons pas la voir, de toute façon, elle n'écoute pas* », tranche Patrice Ribeiro (Synergie-officiers) –, la demande est également un désaveu pour Bernard Cazeneuve. Le ministre de l'intérieur se félicitait encore, mi-septembre, dans *Le Point*, de son « *autorité dans la maison* » et du « *respect de [ses] hommes* ». Aujourd'hui, il semble plutôt qu'ils doutent de sa capacité à faire avancer les dossiers : « *Est-ce que le ministre de l'intérieur a la main ? Pas sûr...* », s'interroge M. Capon.

Dernière maladresse, M. Cazeneuve a attendu le dernier moment, lundi, pour convier les secrétaires généraux des syndicats à assister à son discours annuel devant les chefs de la police et de la gendarmerie mardi matin. Une invitation tardive, et mal reçue. Au moins deux organisations, Alliance et Synergie, devraient snober le rendez-vous. « *Nous ne sommes plus dans le schéma où l'on vient écouter de bonnes paroles. On veut des actes* », explique M. Delage.

Lors de son discours, mardi matin, le ministre devrait assurer aux forces de l'ordre qu'il est conscient de leurs difficultés... tout en leur assignant la multitude de priorités habituelles, des vols sur les exploitations agricoles à la lutte antiterroriste. Il doit également promettre des mesures catégorielles pour améliorer la fiche de paye des policiers et un renforcement des équipements des unités anticriminalité.

- **Les mesures évoquées par le gouvernement vont-elles suffire ?**

À l'automne 2001, après la mort de deux policiers et plusieurs semaines de manifestations, qui avaient rassemblé jusqu'à 15 000 personnes, le gouvernement de Lionel Jospin avait dû concéder plus d'un milliard de francs (152 millions d'euros) de coup de pouce et une révision de la loi sur la présomption d'innocence. Mais il avait provoqué une réaction en chaîne : une grogne des gendarmes, puis de pans entiers de la fonction publique.

L'autorité et la crédibilité du gouvernement en avaient pris un coup, à quelques mois de la présidentielle de 2002. Les manifestations de policiers ne sont jamais de bon augure pour la gauche au pouvoir.